

Accord professionnel national

**ENTREPRISES DU BOIS
(FORMATION CONTINUE)
(Entreprises de moins de 10 salariés)
(21 décembre 1994)**

(Etendu par arrêté du 8 février 1996,
Journal officiel du 21 février 1996)

**AVENANT N° 2 DU 14 DÉCEMBRE 2004
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION
ET AUX DISPOSITIONS FINANCIÈRES
NOR : ASET0550189M**

Entre :

- La fédération nationale du bois ;
- La chambre syndicale nationale des bois de placage ;
- Le syndicat national des fabricants de palettes en bois ;
- Le syndicat national des producteurs de charbon de bois et de combustibles forestiers ;
- La fédération nationale des syndicats du liège ;
- Le syndicat de l'emballage industriel ;
- La fédération nationale des industries des moulures et du travail mécanique du bois, comprenant le syndicat national des fabricants de baguettes d'encadrement, le syndicat national des fabricants de moulures, le syndicat national des industries du travail mécanique du bois ;
- La fédération nationale du matériel industriel, agricole et ménager en bois, comprenant le syndicat national des fabricants de manches d'outils, le syndicat national des fabricants d'échelles de France, le syndicat national des fabricants de bobines et tourets pour câbles, le syndicat national des fabricants de matériel industriel et ménager en bois ;
- Le syndicat national des industries de l'emballage léger en bois ;
- L'union nationale des fabricants de farine de bois ;
- Le groupement professionnel des fabricants de fibre de bois ;
- Le syndicat national des fabricants d'éléments spéciaux en bois multi-formes et multiplis (FABOMU) ;
- La fédération nationale de l'injection des bois, comprenant le syndicat national de l'injection industrielle des poteaux de ligne, le syndicat national des fabricants et préparateurs de traverses de bois injecté pour voies ferrées, le syndicat national de l'injection des bois de construction ;

Le syndicat national des fabricants de matériaux fibragglos ;
 L'union française des fabricants et entrepreneurs de parquet ;
 Le syndicat national des applicateurs de préservation du bois ;
 La fédération française de la tonnellerie ;
 La fédération française des industries du sport et des loisirs ;
 Le groupement des industries françaises d'articles de pêche,

D'une part, et

La fédération générale Force ouvrière bâtiment-bois CGT-FO ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB)
 CFDT ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois-papier
 (FIBOPA) CFE-CGC,

D'autre part,

il est convenu et arrêté les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises dont l'effectif est inférieur à 10 salariés et relevant des activités suivantes :

PROFESSION CONCERNÉE	RÉFÉRENCE NAPE
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907/51.5 E
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801/20.1 A
Parquets	4803/20.1 A
Moulures, baguettes	4803/20.3 Z
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	4804/20.2 Z
Production de charbon de bois	24.1 G
Panneaux de fibroagglos	4804/26.6 J
Poteaux, traverses, bois injectés	4804/20.1 A
Application de traitement des bois	4804/20.1 B
Emballage en bois (caisses, tonnellerie, emballeurs)	4805/20.4 Z
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805/20.4 Z
Palettes	4805/20.4 Z

PROFESSION CONCERNÉE	RÉFÉRENCE NAPE
Tourets	4805/20.4 Z
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multifformes)	4807/20.5 A
Fibres de bois	4807/20.1 A
Farine de bois	4807/20.1 A
Articles de sport à l'exclusion des ballons, matériels divers pour sports nautiques, matériels de camping	5402/36.4 Z
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402/36.4 Z
Fabrication d'articles en liège	5408/20.5 C
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907/51.5 E
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422/51.4 S

A l'exclusion des entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

Article 2

Modifications

Les articles suivants de l'accord du 21 décembre 1994 modifié par son avenant n° 1 du 29 mars 1995 sont ainsi rédigés :

CHAPITRE II

Dispositions financières

L'article 4 est ainsi rédigé :

Article 4

I. – A compter du 1^{er} janvier 2004

Les employeurs occupant moins de 10 salariés doivent consacrer au financement des actions définies à l'article L. 950-1 du code du travail un pourcentage minimal de 0,40 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à compter du 1^{er} janvier 2004.

Cette contribution devra être versée avant le 28 février 2005 auprès de l'OPCIBA.

Sur les 0,40 % versés à l'organisme collecteur agréé, 0,05 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du droit individuel à la formation en application de l'accord du 14 décembre 2004 relatif à la formation tout au long de la vie, aux contrats de professionnalisation, au tutorat, à l'observatoire des métiers et au droit individuel à la formation.

II. – A compter du 1^{er} janvier 2005

Les employeurs occupant moins de 10 salariés doivent consacrer au financement des actions définies à l'article L. 950-1 du code du travail un pourcentage minimal de 0,55 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à compter du 1^{er} janvier 2005.

Cette contribution devra être versée avant le 28 février 2006 auprès de l'OPCIBA.

Sur les 0,55 % versés à l'organisme collecteur agréé, 0,05 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du droit individuel à la formation en application de l'accord du 14 décembre 2004 relatif à la formation tout au long de la vie, aux contrats de professionnalisation, au tutorat, à l'observatoire des métiers et au droit individuel à la formation.

III. – Dispositions complémentaires

Pour la mise en œuvre de l'obligation visée aux points I et II, l'employeur effectue avant le 1^{er} mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due :

- un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence auprès de l'OPCIBA, au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation, du fonctionnement et des actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications, et du tutorat ;
- un versement à concurrence du solde de l'obligation auprès de l'OPCIBA.

Les entreprises qui, en raison de l'accroissement de leur effectif atteignent ou dépassent, pour la première fois, l'effectif de 10 salariés, restent soumises pour l'année en cause et les deux suivantes à l'obligation de verser au titre de la formation professionnelle leur contribution sur la base du montant fixé par la réglementation en vigueur.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Il s'appliquera donc aux contributions dues par les entreprises de moins de 10 salariés pour le 28 février 2005.

Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, conformément aux dispositions des articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Article 5

Clause de sauvegarde

Le présent accord annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec les dispositions ultérieures de natures législative, réglementaire, ou conventionnelle ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature et relatives à la collecte et à l'affectation des fonds de formation professionnelle.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

Article 6

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Fait à Paris, le 14 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)